

L'amère fermeture de Gandrange

ArcelorMittal a confirmé la fermeture du site, mais Nicolas Sarkozy recevra les salariés qui ont passé leurs nerfs vendredi sur le bureau du directeur du site en le saccageant.

Des salariés d'ArcelorMittal ont saccagé vendredi le bureau du directeur de l'aciérie de Gandrange alors que le groupe venait de confirmer à Metz la fermeture partielle de l'usine lors d'un comité d'entreprise (CE) houleux.

À l'issue de ces débordements, condamnés par la direction française, les syndicats ont été informés par la préfecture de Lorraine qu'ils seraient reçus lundi à 17 h par Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

Lors du CE, qui n'a duré qu'une dizaine de minutes et auquel n'a pas pu prendre part la CGT, la CFDT et la CFE-CGC ont, une nouvelle fois, exprimé leur désaccord sur un plan de restructuration prévoyant la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes de l'usine mosellane,

et la suppression d'ici à 2009 de 575 emplois des 1 108 emplois du site.

Restés dans la rue, les élus CGT ont dénoncé une « mascarade de la direction » après qu'une soixantaine de salariés eurent tenté de forcer les portes de la salle où se tenait la réunion.

Selon Marcel Thill, secrétaire CFDT du CE, « le comité d'établissement s'est tenu légalement, un huissier ayant constaté la carence des élus CGT ». La CFDT a parallèlement dénoncé une consultation « bidon » car, selon elle, « la décision de fermeture était ferme et irréversible ».

« Après les patrons voyous, nous découvrons les patrons menteurs ! », s'est indigné le syndicat dans une déclaration.

« Il ne nous reste maintenant plus que Sarkozy », a estimé Edouard Martin, élu CFDT au comité d'entreprise européen, en se disant « écœuré » par la tournure prise par les événements. « On verra bien s'il va tenir les promesses qu'il a faites aux salariés de Gandrange », a-t-il ajouté.

► La rage du désespoir

Prenant acte de l'avis négatif rendu par le CE, Daniel Soury-Lavergne, directeur général d'ArcelorMittal France, a rappelé dans un communiqué que « chaque collaborateur se verrait offrir une solution de reclassement sur un autre site du groupe, notamment à proximité au

Luxembourg (NDLR : Schiffange) et à Florange ». Après le CE, une échauffourée sans conséquence a opposé dans la rue à Metz des syndicalistes et leurs sympathisants. Puis à Gandrange, où une grève de 24 heures décrétée par la CGT n'était que peu suivie, des salariés ont saccagé le bureau du directeur du site, jetant mobilier et archives par la fenêtre. La direction, qui a qualifié ces débordements d'« intolérables », a indiqué qu'elle se réservait la possibilité de poursuivre les auteurs de ces « agissements irresponsables qui ne représentent qu'une infime minorité de salariés ». Les syndicats ont par ailleurs appelé à manifester le vendredi 11 avril à Nancy alors qu'un CE sur la mise en œuvre du plan social doit se tenir 14 avril.